



PREFETE DE LA LOIRE

Sous-préfecture de Roanne
POLE DEPARTEMENTAL ASSOCIATION
rue Déchelette
42300 ROANNE

Le numéro
W423016087 est à
rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION

de l'association n° W423016087

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

La Préfète de la Loire

donne récépissé à **Monsieur**
d'une déclaration en date du : **03 décembre 2025**
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

ASSOCIATION DES COMMERÇANTS ARTISANS ET PRESTATAIRES DE SERVICES DE SAINT-ETIENNE

dont le siège social est situé : Cci Lyon Métropole Saint Etienne Roanne
57 cours Fauriel
42100 Saint-Étienne

Décision prise le : **30 juin 2025**

Pièces fournies : liste des dirigeants
Procès-verbal
Statuts

Roanne, le 04 décembre 2025

Pour la Préfète



Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :
Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.
Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :
Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.
NOTA :
L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.
La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.